

Quand l'austérité menace la raison d'être du service public audiovisuel

Liminaire CFDT CSEC des 10 et 11 février 2026

L'actualité de l'audiovisuel public nous oblige à rappeler une évidence qui semble de plus en plus remise en cause par certains :

France Télévisions est avant tout un service public.

Un service public dont la mission première est de produire et de diffuser de la télévision, de la radio et du numérique, accessibles à toutes et tous, avec une exigence sur le plan éditorial, et dont les visées sont culturelles, éducatives, informatives et indépendantes.

Or, depuis plusieurs années, nous avons le sentiment de revivre sans cesse la même séquence. Comme dans *Un jour sans fin*, les débats se répètent, les constats sont connus, les alertes sont posées... et les (non) réponses apportées restent les mêmes, des économies supplémentaires, présentées comme inévitables, inéluctables, presque mécaniques...

Cette situation donne l'impression que nous sommes comme un hamster dans sa roue, beaucoup d'efforts, beaucoup d'énergie mobilisée, mais nous en sommes toujours au même endroit, nous faisons du surplace.

Les équipes courent, s'adaptent, compensent, innovent sous contrainte... sans que le cap ne change réellement.

France Télévisions est sommée de faire des économies, encore et toujours, dans un contexte de contraintes financières durables et de décisions politiques qui fragilisent l'audiovisuel public dans son ensemble.

À force d'accepter de « faire avec moins », à force d'adapter nos missions aux budgets plutôt que l'inverse, nous prenons le risque de perdre notre raison d'être.

Pire encore, cette logique finit par se retourner contre nous. Si nous démontrons que nous pouvons fonctionner coûte que coûte, en dégradant nos ambitions, nos moyens et nos conditions de travail, cela deviendra demain un argument contre nous : **Pourquoi investir davantage dans un service public qui accepte docilement de réduire sans cesse son périmètre et ses exigences ?**

Nous refusons que le premier objectif stratégique de France Télévisions soit un projet d'économies.

Notre premier projet doit rester le service rendu au public.

Faire du service public, ce n'est pas faire « au rabais ». Ce n'est pas transformer l'engagement des salariés en variable d'ajustement permanente. Ce n'est pas demander aux équipes de courir indéfiniment dans une roue, sans perspective ni reconnaissance des limites atteintes.

L'enjeu n'est pas seulement financier. Il est politique, démocratique et culturel.

France Télévisions ne peut être réduite à une logique d'économies répétitives. Elle doit être défendue comme un pilier du service public, avec des moyens à la hauteur de ses missions et une ambition claire :

Rendre un service au public, avant toute autre considération.

La CFDT s'étonne également du triste spectacle que proposent les politiques qui s'intéressent de très près à l'audiovisuel public, à l'occasion de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public. Un ancien président de la République qui avait supprimé la publicité après 20 heures avait la fâcheuse tendance de penser qu'il était également directeur des antennes et des programmes de l'audiovisuel public. Voici que cela recommence. Ses héritiers pensent qu'il est sain qu'ils supervisent l'audiovisuel public, allant même jusqu'à jouer aux shérifs inquisiteurs.

France Télévisions, contrairement à ce qu'ils insinuent parfois, à tort, ne fait pas de politique. A eux de ne pas jouer à faire de la télé, de la radio ou du web.

Que chacun soit dans son rôle et y reste, c'est tout ce que nous souhaitons, pour le bien de toutes et de tous, à commencer par celui de l'audiovisuel public.